



Ville d'Eragny-sur-Oise 2022/217



Références : VU/EM/217
N° domaine : 2.2

**ARRETE DU MAIRE
PORTANT ALIGNEMENT
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

VU la demande en date 27 mai 2022 par laquelle Maître Philippe HEUBERGER, notaire en qualité de mandataire pour Madame Marie-Line NORMANDIN, demande l'alignement de sa propriété situé dans 35 rue des Pinsons et cadastrée section BN127, BN128, BN129, BN130, BN131, BN132, BN133, BN134, BN135, BN139, BN140, BN141, BN142, BN143, BN144, BN145, BN146, BN147, BN148, BN149, BN150, BN151, BN152, BN153 et BN154.

VU le Code général des propriétés des personnes publiques ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L.112-1 à L.112-4 ;

VU le règlement de voirie intercommunale approuvé le 1 avril 2013 ;

VU la configuration des lieux

CONSIDERANT le mandat de prestations autorisant Maître Philippe HEUBERGER à effectuer les travaux fonciers pour les parcelles BN127, BN128, BN129, BN130, BN131, BN132, BN133, BN134, BN135, BN139, BN140, BN141, BN142, BN143, BN144, BN145, BN146, BN147, BN148, BN149, BN150, BN151, BN152, BN153 et BN154 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Alignement

Les voies dénommées rue des Pinsons et rue du Moulin ne sont pas soumises à un plan d'alignement.

L'alignement au droit de l'unité foncière constituée des parcelles BN127, BN128, BN129, BN130, BN131, BN132, BN133, BN134, BN135, BN139, BN140, BN141, BN142, BN143, BN144, BN145, BN146, BN147, BN148, BN149, BN150, BN151, BN152, BN153 et BN154 ; est donc de fait.

Il se matérialise par les limites physiques de la voie et de ses dépendances (trottoirs, accotements, fossés, talus...).

ARTICLE 2 : Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 4 : Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai d'UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. À défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

ARTICLE 5 : Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation.

ARTICLE 6 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Eragny sur Oise, le 8 juin 2022

Thibault HUMBERG



Maire d'Eragny-sur-Oise
Vice-président de la Communauté
d'Agglomération de Cergy-Pontoise
Conseiller Régional d'Ile de France

